Réflexions sur les violences du 17 octobre 2026

Refus de la violence

Posons d'abord un principe clair, pour que la suite de ce propos ne soit pas rejetée d'emblée par ceux qui justifient leurs positions réactionnaires et leurs politiques répressives en martelant sans cesse leurs commentaires sur les violences urbaines pour mieux effacer ou invalider toute manifestation critique.
Toute initiative violente, de quelque nature qu'elle soit, contre qui ou quoi que ce soit, individuelle ou collective, est à rejeter a priori. D'ailleurs, le déclenchement d'actions violentes finit en général par desservir la cause que ses auteurs prétendent défendre, notamment en donnant prétexte au plus puissant d'entrer dans une escalade dont il sait qu'il sortira vainqueur.

Cela n'exclut pas la résistance collective organisée à l'exercice d'une première violence qui pousse des personnes à réagir en dernière extrémité, qui consiste à sauver sa vie, sa liberté, ou celles des siens. Bien entendu, cette dernière considération ouvre le débat sur ce qu'a pu être cette première violence. Et c'est bien là le cœur du problème : la recherche des causes initiales qui ont créé un climat favorable à la rupture du lien social qui imposait jusque-là le respect des règles de cohabitation pacifique.

Les conditions de l'adhésion au « contrat social »

Un peuple accepte le régime qu'on lui propose ou même parfois qu'on lui impose, à partir du moment où ce système politique lui assure les moyens d'une vie telle qu'il la conçoit à un moment donné. Cette conception peut évidemment évoluer avec le temps et aussi avec l'éducation et l'ouverture à d'autres modèles de société.
Cela explique que certains peuples, qui ont connu la famine et la misère, ont pu dans certains pays accepter un régime totalitaire qui leur assurait une vie modeste sans liberté d'opinion, mais une survie dont ils n'avaient pas de certitude auparavant. Ce qui n'empêche pas certains membres de ces peuples de vouloir beaucoup plus et de s'organiser pour revendiquer mieux.

Dans nos démocraties occidentales, l'histoire politique, le niveau d'éducation, la liberté de penser et de croire exprimée depuis longtemps, la diversité d'origine des populations associées dans une nation commune ont élevé le niveau d'exigence des individus pour être respectés, entendus, protégés et correctement représentés. C'est à ce prix que la paix sociale peut se maintenir, même si on peut considérer que certaines parties de cette population ont fait preuve ou font encore preuve d'une grande patience vis-à-vis des traitements injustes qu'ils subissent. Quoi qu'en disent les dirigeants réactionnaires, les peuples ne se soulèvent pas pour rien, pour des causes futiles, mais seulement lorsque la « cocotte-minute » a trop fait monter la pression. Et parfois il ne suffit plus d'une simple petite « soupape de sécurité » pour refaire baisser la pression, et tout explose.

Pourtant, dans une vraie démocratie, ouverte à la négociation et garante de la justice sociale, ceux qui détiennent le droit d'exercer la violence d'Etat ne devraient pas en avoir besoin.

A qui fait-on face aujourd'hui en France ?

L'émergence d'une violence débridée en marge de manifestations légitimes pour revendiquer depuis des années une réforme du modèle social dans un sens plus juste traduit un échec du modèle politique proposé, en particulier depuis les deux mandats Macron. Mais aussi depuis bien plus longtemps par une classe politique trop inféodée à une doxa économique qui favorise l'accumulation de richesses par une minorité fondée sur une exploitation de plus en plus intense de tous les « agents économiques » (agriculteurs, ouvriers, employés, artisans, petits commerçants, fonctionnaires, professions libérales).

Et surtout, depuis plus de dix ans, les corps intermédiaires (syndicats, collectifs, associations, comités consultatifs, ONG) ont été écartés, réduits au silence ou méprisés, alors qu'ils permettaient justement de prévenir les problèmes et de trouver des solutions négociées aux difficultés avérées. On a même vu, plus récemment, traiter l'Assemblée Nationale (déjà assez peu représentative socialement) en simple chambre d'enregistrement mise aux ordres, privant encore plus la population de toute possibilité de faire entendre ses revendications. Comment s'étonner alors que le peuple n'ait d'autre solution que de descendre dans la rue pour exprimer ses exigences, d'autant plus fortes dans ce contexte dégradé ?

Et nos dirigeants politiques ne peuvent pas dire que cela n'était pas prévisible : il y a eu tellement de mouvements de ce type dans les dernières décennies qu'il faut être obtus pour ne pas le comprendre.





Les mauvaises réponses des gouvernements successifs

Le pire de leur incompétence réside dans la réponse donnée à ces mouvements : Chaque manifestation populaire est traitée comme « problème d'ordre public » et non comme un appel au changement de politique. Il y a d'abord eu le mépris, celui des dirigeants prétendant que, si les français n'avaient pas accepté leurs

choix, c'est parce qu'eux-mêmes n'avaient pas assez fait de « pédagogie », autrement dit parce que les gens « qui ne sont rien » étaient trop bêtes pour comprendre. Ensuite, il y a eu les fausses ouvertures, comme le « Grand Débat », qui a donné lieu à une forte mobilisation, avec une avalanche de revendications ou de propositions, et a fini « au panier », dans la plus grande désinvolture. Enfin, toutes les manifestations ont fait l'objet d'une répression aveugle au motif du « maintien de l'ordre », qu'il faut entendre comme le maintien du bon ordre : les travailleurs au boulot en silence et les profiteurs préservés de tout dérangement et de tout prélèvement équitable sur leurs richesses. Pourtant, là où il y a une justice sociale et une intégration de tous, il n'y a pas de « casseurs » ni de « black-blocs »

Cette option politique « pour les riches », lors du premier mandat Macron, et « contre les pauvres », lors du second, s'est appuyée sur une doctrine dure de l'action policière, dont les policiers eux-mêmes finissent par être victimes : on les envoie au « casse-pipe » contre les manifestants, au lieu de leur donner le rôle « d'agents de la paix » comme le disait clairement leur nom jadis.

Les dérapages et exactions

Les médias ont largement relayé l'indignation et les condamnations des violences urbaines à grand renfort d'images et d'interviews bien plus abondantes sur les affrontements et les dégâts que sur les revendications des manifestants. Bien sûr, toutes ces dégradations sont regrettables, inutiles et, au final, pénalisantes pour tout le monde. Quand ils dégradent les écoles ou les lycées, quand ils incendient une mairie, ou même quand ils pillent les magasins, ces pauvres types jouent contre leur camp en affaiblissant les structures dont ils ont besoin pour vivre au quotidien. Mais, comment peut-on exiger de jeunes gens frustrés, déclassés, méprisés, souvent mal intégrés et victimes de racisme quotidien, une retenue dans l'action dont les professionnels du maintien de l'ordre sont eux-mêmes incapables ?

Lorsque des actes illégaux, démesurés et dommageables sont commis par des policiers qui ont perdu leur sang-froid, les syndicats policiers très à droite nous disent (comme le fait le RN d'ailleurs, à propos de ceux de ses membres qui ont commis des délits ou des crimes) qu'il s'agit de brebis galeuses non représentatives de l'ensemble de la police. On veut bien les croire, même si les condamnations nous semblent bien souvent faites du bout des lèvres, les enquêtes indépendantes peu regardantes et les sanctions judiciaires plutôt rares et légères. Mais pourquoi alors ne pas accorder la même indulgence aux jeunes benêts qui ont perdu les pédales et se sont laisser aller à affronter bien plus forts qu'eux en croyant faire acte de bravoure ? Un calcul rapide en dit long : 600 000 manifestants pacifiques et 6000 « casseurs-pilleurs » ou « black-blocs », soit 1%, dont le gouvernement et les médias font très grand cas, sans trop s'appesantir sur les revendications des 99% autres. Est-on sûr qu'il y a eu moins de 1% des policiers (soit 600 sur 60 000 déployés) qui ont failli aux règles de

leurs interventions (tirs tendus ou à faible distance de flash-balls ou de grenades de désencerclement, « nassages » injustifiés contre des manifestants pacifiques, tabassages abusifs, mauvais traitements après arrestation, injures racistes ou autres) ? Est-on sûr que les responsables politiques ne se défaussent pas sur les policiers et leurs encadrements du « sale boulot » en les incitant (voire les excitant) à « la fermeté sans retenue » ?

Faire autrement

Pourquoi notre police ne saurait-elle pas, comme le font les polices d'autres pays, accompagner les manifestants et les protéger des débordements minoritaires qui n'ont rien à faire des revendications populaires, mais cherchent juste à se défouler de leurs frustrations par des actions violentes ? J'ai pu assister en Norvège, à une manifestation nombreuse de gens qui portaient des pancartes et criaient des slogans, encadrés par des policiers en tenue de ville (pas des robocops) qui s'occupaient juste de canaliser les participants le long de l'itinéraire prévu en évitant l'intrusion d'éléments perturbateurs extérieurs. Il y avait dans ce défilé des femmes avec leur poussette et des personnes âgées. Aucun d'entre eux, apparemment, ni les policiers ni les manifestants, n'étaient au courant qu'il fallait sauver l'ordre public en mettant les uns en face et contre les autres.

Notre police et nos services de renseignement ne sauraient-ils pas prévoir les risques et avertir les riverains de se prémunir, mettre en place des protections des devantures et vitrines des commerçants ? Notre police ne saurait-elle pas filtrer les indésirables et « nasser » les éléments perturbateurs minoritaires plutôt que les manifestants pacifiques ? Ne saurait-elle pas intervenir en nombre suffisant dans les villes dirigées, comme par hasard pour les plus grandes, par des opposants au gouvernement ?

Bien sûr que si : il est certain que notre police saurait le faire, si les dirigeants politiques ne jouaient pas un jeu pervers et dangereux qui consiste à lui demander de casser la dynamique populaire au lieu de la protéger et de permettre l'exercice démocratique reconnu légitime de manifester son désaccord et revendiquer.

Mais ces gouvernements préfèrent provoquer la colère de tous contre tous :

La colère des réprimés injustement, la colère des victimes des dégradations, la colère des policiers envoyés au carton, la colère des « braves gens » qui ont peur de l'insécurité, la colère des naïfs qui croient qu'un parti d'extrême-droite rétablira l'ordre alors qu'il ne fera qu'aggraver les rejets des uns contre les autres et continuer à protéger les riches contre les maltraités. Diviser pour régner, monter les modestes contre les pauvres et les pauvres contre les miséreux, voire tous contre les immigrés et les partis qui veulent changer de modèle, c'est leur credo, qui donne lieu à toutes sortes de manipulations, amalgames, exagérations et anathèmes. Et les médias qui abandonnent tout

esprit critique pour faire leur Une exclusivement sur les violences collatérales, font relais à ce discours dominant dévastateur.
Pour quel résultat ?
- Faire barrage au Front Populaire ? On a vu ce que cela a donné.
- Pousser les gens excédés dans les bras de l'extrême-droite, pour leur plus grand malheur à venir ?
- Briser le moral des gens modestes pour qu'ils se plient au bon « ordre public » en silence ?
- Priver notre jeunesse de tout espoir d'un avenir souriant, la condamner à vivre dans un monde plus injuste, plus pollué, moins solidaire, moins libre ?

Cela ressemble à un aveu d'impuissance et d'irresponsabilité macroniste : après moi, le déluge.
Et, en plus, ils n'ont même pas pensé que réagir ainsi un 17 octobre 2026, c'était symboliquement se marquer soi-même d'un héritage infâme.





Denis Louviot, le 20 octobre 2026